

St-Bruno le 25 janvier 2003

Aux membres de la Commission d'étude
sur la maximisations des retombées économiques
de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions
ressources.

Le jeu en vaut-il la chandelle! Voilà, la question que je me suis posé
en prenant connaissance de la venue de cette Commission à Alma.
Est-ce un exercice pour user du temps et nous user!

Tenant compte de mon intérêt pour l'avenir de notre région, j'ai
décidé de poser ma candidature afin de participer à cette exercice
de consultation. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous
présenter mon point de vue.

Ayant été conscient depuis au delà de 30 ans des efforts déployés
par des individus de la région pour le développement économique
de celle-ci et constatant la situation actuelle, je suis d'avis qu'il faut
changer le bolide. Avec " Bar", il apparaît évident que Jacques
Villeneuve ne gagnera plus de course.

Pour vous faire connaître mon point de vue, je présente en annexe
4 écrits que j'ai fait parvenir au journal régional, Le Quotidien, et qui
ont été publiés entre le 28 décembre 2001 et le 26 novembre 2002.

Changer le bolide, ça veut dire:

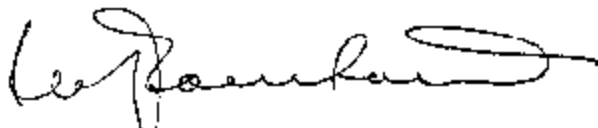
- un nouveau partage du pouvoir exécutif entre Québec et les
régions dans le domaine économique et culturel. Le législatif
demeurant à Québec.

- un organisme régional avec financement récurrent, formé par des élus de la population dont les députés feraient partie. Les orientations et actions économiques de la régions y seraient débattues.
- moins de pouvoirs discrétionnaires aux Ministres; dont certains en on fait un usage abusif au détriment de notre région.
En exemple: le moratoire sur la production porcine;
le mini-barrage de St-André.
- précisions des rôles et responsabilités entre les organismes.
M.R.C., Villes , CRCD, etc.
- un gouvernement plus législateur et moins investisseur.
Ex.: standardisation des revenus par classe d'emploi.

Plus de détails sont présentés dans les annexes.

J'espère qu'un jour prochain, la population régionale aura le bolde qui lui permettra de gagner la course en freinant l'hémorragie vers les grands centres.

Espérant contribuer positivement à ce débat,



Réal Bouchard
386, Normandie,
St-Bruno, Qc
G0W 2L0

Tél. 418-343-3796

courriel
real_bouchard@
videotron.ca

Dallaire, grand patron de Pan-O-Lac et d'Amisik, Léo April, le président de Signis et du CLD du Pied, le sculpteur Victor Dallaire, l'universitaire Adam Lapointe, fondateur de Sococent et toujours président de Pluri-Capital, Pierre Paquin, le directeur de Port Saguenay, Yvon Simard, le nouveau président de l'UPA et les plus éminentes personnalités des activités socio-culturelles comme l'incroyable Marthe Vaillancourt, fondatrice du CAVAC, et Christine Chabot, responsable du bureau régional du Conseil du Statut de la femme. Le comité comprend aussi l'ancien confrère Bernard Cleary, un authentique autochtone qui a négocié, au nom du peuple Atikamek-Montagnais, le pacte de la réconciliation avec le gouvernement du Québec.

Le nom de la rentabilité

En s'entourant d'une pléiade d'esprits forts, dont certains ont acquis une renommée internationale, le coprésident Jeannot Harvey veut exhalper l'exercice autour du nom de toute bifurcation émoive pour mettre l'accent sur la nécessité d'enlever la grande ville d'une appellation déjà bien répandue dans le monde, celle de Chicoutimi. L'arce qu'avec Saguenay, on favoriserait une conclusion qui ferait perdre au mouvement de relance l'espace d'une génération. Saguenay, c'est une rivière, un fjord, mais surtout le nom de la sous-région. "La grande ville nous spolierait, nous du Lac-Saint-Jean, d'un nom qui appartient à l'ensemble de l'agglomération", pleurait récemment le maire Bertrand Gohé, de Saint-Félicien.

Le nom de Chicoutimi a précédé celui de la Nouvelle-France. Ce sont les premiers occupants du territoire qui l'avaient imaginé. Mais présentement, un esprit de chercher sagement entretenu d'ailleurs par ceux à qui le crime profite, incite les opposants à demeurer collés à la fenêtre de nos messquineries collectives plutôt que de porter leur regard vers l'avenir. Né à Kéngami d'un père almatois, Jeannot Harvey en est bien conscient puisqu'il a lui-même dénoncé, dans son jeune âge, l'attitude hautaine des "snobs de Chicoutimi". A la tête d'un réseau provincial d'agénierie et de construction qui a pignon sur rue dans le centre-ville de Montréal et à Chicoutimi, il parvint maintenant à les immenses possibilités de développement que recèle la nouvelle grande ville avec un nom bien répandu et aux évocations magiques comme celui de Chicoutimi. L'essentiel, insiste cependant André Poulin, le jeune entrepreneur qui pratique la monétarisation, c'est que le nom provoque un mouvement de réévaluation et incite tous les citoyens de la nouvelle grande ville à repartir dans la même direction.

Hydro-Québec lance de la poudre aux yeux

M. Caillé, un comité le maximisation des retombées économiques des travaux de construction des barrages (comme Péribonka IV) en échange de la rivière à perpétuité ce n'est pas suffisant.

La région doit réclamer d'Hydro-Québec une redevance permanente sur chaque litre d'eau transformé en électricité suite à la construction de ce barrage.

Arrêtons de donner nos ressources de retombées économiques, Out à ce projet tel que présenté, c'est moi à l'exode de nos jeunes, c'est cautionner l'effacement de la région au profit des grands centres.

Conservons des droits sur nos ressources afin d'acquiescer plus d'autonomie et de contrôle sur notre avenir.

En deux mois, M. Caillé est venu nous promettre à deux reprises,

Récupérer le nom de Chicoutimi

Bonjour Mme Rainville.

Juste pour vous dire que l'idée de récupérer au besoin à St-Fulgence le nom très historique de Chicoutimi me plaît et en plus, on ne peut l'avoir en cela une dérogation à l'histoire.

En consultant encore une fois la carte de 1744, j'y trouve beaucoup de concordance incontestable avec la réalité d'aujourd'hui. Sur la carte, en face de St-Fulgence, coule la Rivière Chicoutimi, et dans cette Rivière se jettent tout d'abord la Rivière à Caribou, ensuite la Rivière à Valin. (La limite ouest de St-Fulgence est sur la rive droite de la Rivière Valin actuelle) et la ville nouvelle occupera la rive gauche.

C'est plus loin, dépassé le Capé L'este que le nom de la Rivière devient Rivière du Saguenay. Il y voit des noms d'aujourd'hui encore comme La petite Anse-S-Jean, Tableau Nicolas, Rivière Trinité, Anse-St-Etienne, L'Île Grosse.

Herbert Charbonneau
citoyen de St-Fulgence

Les aînés se montrent inquiets

Noël est une période de réjouissances et pourtant les aînés connaissent une nouvelle inquiétude: quel sort réserve-t-on à l'assurance-médicaments? Phisieurs se sont désaffiliés de leur assurance privée et ont adhéré à celle que nous proposons le gouvernement. Ils ont fait confiance aux élus et à leurs fonctionnaires

croquant à juste titre qu'ils n'improvisaient pas. L'appareil gouvernemental nous avait habitué depuis longtemps aux dérives à répétitions.

A la fin de l'an 2001, c'est toujours l'Incer-Stude dans ce dossier. Souhaitons qu'on n'ajoutera pas l'injure à l'insulte en nous annonçant une baisse d'impôt.

Marie Luceroix, présidente
AQDR Chicoutimi
700 Bégin, Chicoutimi

annonce faite par le premier ministre Bernard Landry, de l'attribution de 500 mégawatts aux nouveaux partenaires Alcan et Alouette.

Des intérêts d'abord...

Les barrières sont inévitables dans un événement de cette envergure. Comme elles n'ont généralement pas des conséquences tragiques, elles provoquent l'amusement et servent ainsi à défendre l'atmosphère. À TransAl 2002, malheureusement, elles ont plongé les délégués dans l'embaras parce qu'elles provoquaient de services du gouvernement québécois dont le CQRDA est lui aussi une création.

Le premier impair, c'est le dépliant au contenu étrangement confus distribué à tous les congressistes par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Puis, à la cérémonie de bienvenue tenue à l'hôtel de ville de Lyon, lundi soir, le Délégué général du Québec à Paris, Clément Duhaine, a assimilé ce congrès international sur la transformation de l'aluminium à un élément du jumelage Montréal-Lyon. Il manifestait ainsi une méconnaissance déprimante des dossiers confiés par l'État du Québec.

En communiquant avec 400 entreprises, le CQRDA et le CIIA sont parvenus à sensibiliser les industriels québécois au savoir-faire européen. Ne nous leurrons pas cependant. Le résultat ne sera pas instantané. Même si la culture commune facilite la compréhension, il faut rappeler que les industriels n'agissent pas par sentiment. Ils nourrissent plutôt des intérêts que la Vallée de l'aluminium doit alimenter avec des avantages réels et beaucoup de patience.

«Le plus difficile, nous confiait un agent d'investissement-Québec en poste à Paris, c'est de convaincre les industriels européens que Québec s'avère, depuis l'Alana, la porte la plus invitante ouvrant sur le riche marché des Amériques.»
De grandes entreprises françaises demeurent encore sourdes à cette invitation et préfèrent s'installer directement aux États-Unis malgré un dollar américain trop fort et d'autres inconvénients.

Des régions responsables de leur développement

ajp@len@equinok.com

Notre premier ministre continue de s'empoudrer les régions de crédits d'impôt; il n'y a pas longtemps, c'était l'Abitibi, plus récemment Montréal pour le secteur technologique et, après, le Bas-Saint-Laurent pour la perte de l'abattoir de Notre-Dame-du-Lac. Ça continue à chaque semaine. Va-t-il réussir à sauver tout le monde?

J'ai déjà réagi dans cette rubrique du lecteur, le 28 décembre 2001, par suite de l'annonce par MM. Landry et Cailla, d'Ilyd-Québec, de retombées favorables, selon eux, pour la région suite à la construction d'un nouveau barrage sur la rivière Péribonka (en échange de revenus et d'emplois à perpétuité générés par ce barrage).

Pour contrer les sous-développements des régions-ressources et la centralisation dans les grands centres, je suggérerais un peu plus tard un nouveau partage des pouvoirs entre Québec et les régions; à savoir qu'une partie des pouvoirs exécutifs soit transférée aux régions en ce qui concerne le développement économique et culturel. Chaque région aurait ainsi sa part de financement selon des critères reconnus (basés sur les ressources) et serait responsable.

Pouvoirs législatifs

Tous les pouvoirs législatifs

seraient conservés au niveau de l'Assemblée nationale, à Québec. On devrait prévoir la création de Chambres exécutives dans les régions, administrées par des élus redévolables directement au peuple dont nos députés feraient partie.

Beaucoup de gens et d'organismes de la région usent porter le drapau du développement régional, mais personne n'est vraiment le responsable et Québec en rit de nous voir piétiner et s'agenouiller devant lui pour qu'il nous aide à régler nos petites étiennes sur lesquelles nous n'avons pas le pouvoir d'agir; alors que c'est lui le responsable.

Concertation
Il faut plus que de la concerta-

tion pour assurer l'avenir notre région. On connaît la chanson des gens d'en-haut; entendez-vous et vous aurez votre cade. À attendre l'unanimité, on ne le.

Je lisais dernièrement que deux principaux secteurs d'emploi du comté Lac Saint-Jean était la santé et l'éducation. Que restera-t-il après le passage des baby-boomers? Ouf....

Dans un contexte d'élection de réflexion sur l'avenir de régions, une législation transi-trait des pouvoirs aux régions la création de Chambres exécutives régionales est la seule revendication portense d'inventer.

Réal Bouchar
Saint-Jean

A NOS CORRESPONDANTS

Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean met gratuitement à la disposition de ses lecteurs cette rubrique d'expression d'opinions.

Tout en ayant un caractère général, ces textes doivent être concis et courts, de préférence, de manière à permettre la publication régulière d'une plus grande variété d'opinions.

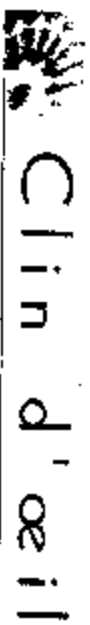
Le journal se réserve le choix des lettres, et la prérogative de résumer les écrits trop longs, dans l'intérêt collectif des lecteurs.

Bergeon affirme tout de même, en substance, que ce serait faire preuve de cynisme que de refuser de se joindre à ce Rendez-Vous, sous prétexte qu'il a été convoqué uniquement pour servir les intérêts électoraux du Parti québécois. Un avis que semble partager l'économiste Adam Lapointe et le maire de Saint-Félicien, Bertrand Côté, qui ont répondu eux aussi mercredi à l'invitation du Cercle de presse.

En somme, le Saguenay—Lac-Saint-Jean se rend à Québec avec l'idée bien arrêtée que l'exercice vaut ce qu'il vaut. Et qui sait, s'il en sort quelque chose, ce sera tant mieux. Dans le cas contraire, le temps mis à préparer le dossier relatif aux 19 priorités régionales appelées à faire l'objet de débats avec les représentants du gouvernement actuel, pourra toujours servir, le cas échéant, à sensibiliser le prochain, qu'il soit adéquatiste ou libéral!

Les régions ayant si peu l'occasion de faire entendre leur voix simultanément à Québec, le Saguenay—Lac-Saint-Jean ferait preuve d'irresponsabilité s'il bouclait le Rendez-vous de la semaine prochaine.

En fait, ce n'est pas les régionaux qui ont le plus grand risque avec la tenue de cet événement, même si, pour eux, il a toutes les chances de prendre fin en queue de poisson. Le fardeau de la preuve réside en fait sur les épaules du gouvernement québécois. Lequel, dans la conjoncture présente, ne peut plus se permettre le moindre faux-pas.



Clin d'œil

D'hivers en printemps givrés...

Un hiver précocement attendu à en juger par toute cette neige toujours au sol en ce début de novembre et en vent qui débarque du nord à la vitesse grand V.

À l'image du monde, le rythme des saisons est un peu fou. Des fûts en retard qui s'attardent volontiers en automne. Des printemps de tempêtes et de verglas...

La planète n'a pas le temps semblé-t-il d'attendre la ratification du protocole de Kyoto pour exprimer sa colère. Elle nous sert des avertissements que nous nous efforçons d'ignorer.

C. Néron

Rendez-vous des régions: le peuple sera absent

L'exercice auquel la région s'est placée en vue de participer au Rendez-vous des régions nous démontre que nos structures sont dégingentes. C'est actuellement la course pour trouver quelques choses à dire à l'occasion de cette rencontre.

Malheureusement, personne n'a reçu de mandat du peuple pour y participer.

Que ce soit les dirigeants de MRC, de syndicats, des municipalités, des C.I.D., etc., tous ces gens sont là par délégation et pour voir sans avoir à rendre compte directement à la population.

En plus, maintenant, nous voilà avec une mégaville dont on ne connaît pas précisément le rôle et le mandat. Va-t-elle ou doit-elle s'asseoir sur la région?

Notre gouvernement est sûrement heureux de la situation, qu'il souhaite de fait; il peut continuer à appliquer son rôle centralisateur.

Nousdevrions exiger une législation visant à transférer à la région des pouvoirs exécutifs, avec les budgets conséquents et prévoir la création d'un organisme régional, administré par des élus du peuple pour l'économie et la culture.

Nos représentants au Rendez-vous des régions pourrions nous sommes ici sans mandat de notre population et nous n'avons pas été choisis par elle.

Pour éviter une deuxième colonisation de la région...

Réal Bonchen
Saint-Brun

Lait: un autre appui

Le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPAC) du Saguenay—Lac-St-Jean/Chloéouan-Chapais appuie la Fédération de l'UPA ainsi que le Syndicat des producteurs de lait de la région dans leur démarche visant à conserver l'usine de transformation du lait de Charbovet.

Les effets pervers de l'annulation sont nombreux pour bon nombre d'entreprises du Saguenay—Lac-St-Jean. Nous savons très bien que le démantèlement de l'usine de Charbovet aurait de lourdes conséquences pour cette municipalité et pour ses travailleurs. Si nous voulons garder nos jeunes et notre main-d'œuvre dans la région, il faut conserver nos acquis et maintenir notre rapport de force et notre solidarité contre les grandes multinationales.

Steve Fimion
MÉPAC

A NOS CORRESPONDANTS

Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean met gratuitement à la disposition de ses lecteurs cette rubrique d'expression d'opinions.

Tout en ayant un caractère général, ces textes doivent être concis et courts, de préférence, de manière à permettre la publication régulière d'une plus grande variété d'opinions. Le journal se réserve le choix des lettres, et la prérogative de résumer les écrits trop longs, dans l'intérêt collectif des lecteurs.

à 70 %. Les émissions de matières et de gaz polluants dans l'environnement devraient être réduites, quant à elles, de 50 %. Autre avantage de ces nouveaux engins, l'élimination du bruit infernal émis par une mécanique traditionnelle.

Plus économiques et encore plus fiables que les machines mises au point au cours des quinze dernières années, lesquelles n'en représentaient pas moins une évolution remarquable par rapport à l'époque « héroïque » des décennies 70-80, les motoneiges de la nouvelle génération sont aussi plus sûres et plus faciles à utiliser. Elles sont clientèles et de donner le goût à des amateurs ayant délaissé ce loisir de renouer, peut-être, avec lui.

La motoneige étant devenue par ailleurs un produit d'appel de première importance pour l'industrie touristique québécoise, l'intention de la PGMQ de mettre de l'ordre dans les sentiers avec l'aide accrue de la Sécurité du Québec mérite l'appui de toute la population. Rayonnons à ce chapitre qu'une touriste britannique a été tuée l'année dernière en traversant avec son engin la route des monts Valin. Toutefois, ni l'alcool ni la vitesse ne sont à l'origine de ce drame.

Les motoneigistes récalcitrants devront s'habituer, dès la présente saison, à faire l'objet d'une attention toute spéciale de la part de la SQ et des patrouilleurs bénévoles ayant reçu de leur club respectif le mandat de faire respecter la limite de vitesse de 70 km/h. Aucune campagne de publicité, aussi pointue soit-elle, ne parviendra cependant à remplacer le simple bon sens qui devrait guider chaque amateur des qu'il s'installe aux guidons de son engin.



Clin d'œil

Des paroles en l'air

Une erreur s'est glissée hier dans cette page.

En effet, l'entrepreneur Québécois à Air Canada, relativement à l'achat de billets de transport pour les fonctionnaires du gouvernement, est d'une durée de 3 ans et porte sur 16 millions \$, et non pas sur 5 ans et 14 millions \$.

Une distorsion due sans doute à l'air (frais) du temps...

C. Néron

Salaires: la région doit exiger un contrôle

De 1963 à 1966, j'ai vécu à La Poëtière. Quelle surprise de constater que le coût de la vie y était moins élevé qu'à Saguenay... Lac-Saint-Jean, Rouynor? Il n'y avait pas de grosses industries dans le coin.

Quelques années plus tard, lors de congrès provinciaux de producteurs agricoles, j'ai vu que les producteurs de la région étaient beaucoup plus agressifs dans leurs interventions pour réclamer de meilleurs prix pour leur produit. Pourquoi? Imaginez le producteur de Saint-Ambroise dont le revenu est quatre fois moins élevé que son frère qui travaille dans une grande entreprise...

l'vente est plus tard, la situation n'a pas changé dans la région. Deux frères ou deux amies faisant le même métier pour un employeur différent, l'un gagne entre 50 % et 75 % du revenu de l'autre. Situation spéciale pour deux personnes qui souffraient l'une pour l'autre la même reconnaissance pour leur travail.

Tousjours trente ans plus tard, les entreprises continuent de sortir leurs produits de la région aussitôt que celui-ci est transportable afin de l'acheminer vers un endroit où elles pourront lui donner une valeur ajoutée à un coût moindre.

Frein

Dans un récent article du journal Progrès Dimanche, l'économiste Marc-Éric Proulx mentionnait le niveau de salaire de la grande entreprise comme un frein à la naissance et à l'existence de PME dans la région.

Le journal Les Affaires, du 16 novembre dernier, accorde la médaille de création d'emplois en 2002 aux PME et non pas à la grande entreprise.

Devant ces constats et d'autres que l'on pourrait ajouter, la région doit demander un contrôle sur les salaires. Un salaire maximum par catégorie d'emploi afin d'offrir aux investisseurs un contexte plus compétitif.

L'argent et les charges sociales

récompensées. Les entreprises devraient être versées des fonds régionaux.

Rendez-vous

Je Rendez-vous des régions nous a démontré que le gouvernement Landry n'est pas prêt à transférer des pouvoirs régionaux. Par contre, il d'accord pour y investir de l'argent dans un fonds...

Non merci, moi je m'oppose à investir mon fonds de pension dans le contexte actuel.

La population de la région se prononce sur son plan d'investissement.

Héol Bauch Saint-Br

A NOS CORRESPONDANTS

Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean me gratifie de sa disposition de ses lecteurs et de sa rubrique d'expression d'opinions.

Tout en ayant un caractère général, ces textes doivent être concis et courts, de préférence, de manière à permettre la publication régulière d'une plus grande variété d'opinions.

Le journal se réserve le choix des lettres, et la prérogative de résumer les écrits trop longs, dans l'intérêt collectif des lecteurs.